



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 23 Juin 1968

1^{ère} Circonscription d'Ille-et-Vilaine
(RENNES - NORD)

Electrices,
Electeurs,

Trois semaines de troubles ont ébranlé notre pays jusque dans ses fondements.

La menace subsiste d'un affrontement entre les Français divisés en deux camps hostiles.

Je n'ai cessé de proclamer, de toutes mes forces, cette éventualité et l'ai rappelée solennellement dans les remerciements que je vous ai adressés le 16 mars 1967.

Les événements ont malheureusement prouvé que j'avais raison.

La vérité est que le régime — qui a disposé d'un pouvoir absolu pendant dix ans et n'a pas su profiter de cette longue période pour réaliser les réformes indispensables — s'est laissé dominer par des pratiques technocratiques abusives qui l'ont progressivement coupé des populations et de leurs problèmes.

Très soucieux de pratiquer une politique extérieure de prestige, il a trop souvent méconnu les grandes mutations qui s'opéraient à l'intérieur, les besoins accrus et nouveaux des générations montantes, les aspirations de beaucoup à plus de justice, de bien-être et de sécurité.

Cette méconnaissance des réalités l'a conduit à céder tout à coup, sous la pression des manifestations de rues, infiniment plus que ce qu'il refusa obstinément, pendant des années, à ceux qui — comme moi-même — proposaient les transformations salutaires.

Il a dû consentir, **dans l'incohérence et la précipitation**, à des mesures massives et simultanées qui risquent de manquer, en grande partie, leur but alors qu'elles eussent pu être du plus heureux effet social et technique si elles avaient été élaborées progressivement dans la concertation et l'information réciproque.

Il n'est pas douteux que certaines d'entre elles, intervenues brutalement, à la veille de l'entrée en vigueur définitive du Marché Commun, entraîneront des conséquences incalculables pour l'économie générale, l'emploi, la condition des travailleurs de tous les secteurs et singulièrement de ceux des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, encore si vivant dans notre région.

Il nous faudra faire face sans tarder aux risques de récession et de chômage que sont susceptibles de provoquer chez nous les hausses certaines des coûts de production agricoles et industriels et l'invasion prochaine des fabrications étrangères.

Le climat dans lequel se sont déroulées les dernières semaines a suscité **l'inquiétude et la peur**, ce qui peut mener tout droit à la formation de deux blocs dangereusement hostiles.

Une telle issue doit être évitée, par l'intervention énergique de tous ceux qui, se refusant à de tels affrontements, désirent des changements fondamentaux mais **dans l'ordre et la stabilité**.

Nous croyons, mon collègue et ami Georges BRAND et moi-même, que ces changements devront se faire par la Loi et par la Loi seulement, dans le respect des personnes et des institutions. Nous sommes convaincus que l'immense majorité des Français est de cet avis.

Les élus centristes seront, demain, au Parlement, les artisans de la constitution d'une majorité nouvelle pour une politique nouvelle, ouverte et humaine, indispensable au salut de la Nation.

Ils auront à briser les carcans qui séparent artificiellement des hommes de bonne foi qu'inspire un égal souci de l'intérêt général.

Cette majorité nouvelle garantira le libre jeu des institutions ; dotera la Nation d'un O.R.T.F. objectif ; assurera aux citoyens une participation effective aux affaires à tous les niveaux et dans tous les cadres ; adaptera l'enseignement et l'Université aux impératifs et aux besoins du monde moderne ; élaborera et appliquera une politique cohérente et réaliste de la jeunesse ; se préoccupera de promouvoir une politique hospitalière digne de ce nom ; relancera l'expansion économique sans la séparer du progrès social et en accordant à la France rurale, en pleine mutation, une attention particulière ; donnera au pays les moyens d'apporter sa contribution à l'établissement de la paix internationale et plus de justice entre les Nations, sans trahir ses amitiés et sans renoncer à sa sécurité.

Dans les graves circonstances présentes, nous souhaitons pouvoir, grâce à vos suffrages, travailler à la réalisation de ce programme d'intérêt public, loin des violences, dans la stabilité de l'Etat, le respect des lois et la paix civile.

Vive la République !

Vive la France !

Henri FREVILLE

Chevalier de la Légion d'honneur
Professeur à l'Université de Rennes
Président du Conseil général de l'Ille-et-Vilaine
Maire de Rennes
Député sortant
Centriste — Progrès et Démocratie Moderne

Remplaçant éventuel

Georges BRAND

Ferronnier d'art
Président de la Chambre de Métiers
Vice-président de l'Office départemental d'H.L.M.
Adjoint au Maire de Rennes
Conseiller général de l'Ille-et-Vilaine

